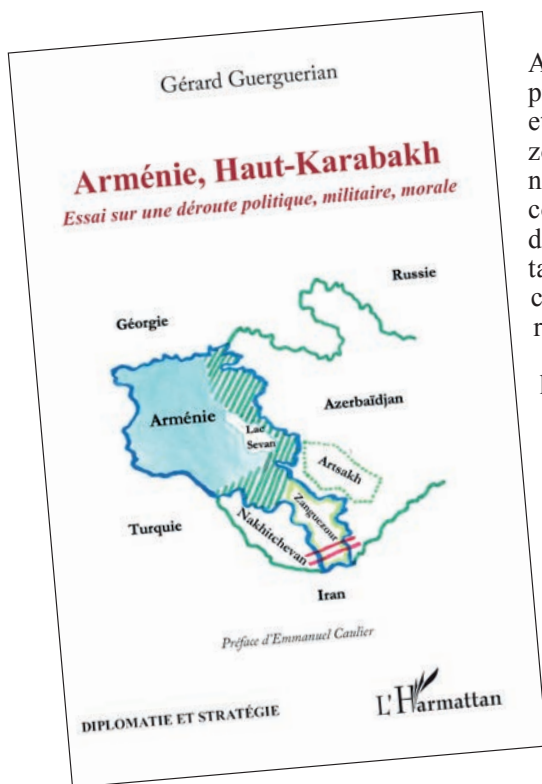


Anatomie d'une défaite

Publiant un essai dense et sévère (1), Gérard Guerguerian propose une lecture inhabituelle de la disparition du Haut-Karabakh et de l'affaiblissement stratégique de l'Arménie contemporaine. Loin de se limiter au récit des défaites de 2020, 2022 ou 2023, l'auteur invite à remonter un siècle en arrière pour comprendre les mécanismes qui, selon lui, ont conduit l'État arménien à l'impasse politique et militaire où il se trouve aujourd'hui.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN



Gérard Guerguerian, qui fut l'un des animateurs de la vie culturelle de Stépanakert jusqu'à l'exode de 2023, écrit de la fois en témoin de terrain, en juriste de formation et en analyste politique. Cette triple position donne au texte un caractère hybride, oscillant entre essai politique, rappel historique et méditation personnelle sur l'échec d'un projet national. Le cœur de sa démonstration repose sur la relecture des traités qui ont structuré l'espace caucasien, en particulier les traités de Moscou et de Kars (1921), rarement mobilisés avec autant d'insistance dans les analyses contemporaines. Pour Guerguerian, ces textes ne sont pas de simples reliques de l'histoire diplomatique : ils constituent la matrice d'un condominium russo-turc dont les

Arméniens ont constamment payé le prix. En 1921 déjà, la Russie soviétique et la Turquie kémaliste redessinent leurs zones d'influence sans inviter les Arméniens à la table ; un siècle plus tard, Moscou et Ankara poursuivent cette logique d'équilibre fonctionnel, tantôt rivaux, tantôt partenaires, mais presque toujours capables de coopérer au mépris des intérêts arméniens.

L'essai montre ainsi comment la Russie, tout en se posant comme « garante » de la sécurité arménienne, n'hésite pas à négocier des arrangements tactiques avec Ankara au Caucase, en Syrie ou en mer Noire. La Turquie, de son côté, saisit chaque fenêtre d'opportunité pour renforcer son influence régionale, jusqu'à devenir l'architecte principal de la victoire azerbaïdjanaise de 2020 grâce à sa puissance technologique et militaire. L'auteur n'épargne pour autant ni les élites ni les institutions arméniennes.

Il évoque sans détour l'impuissance stratégique des gouvernements successifs à comprendre la nature du rapport de forces, à moderniser l'armée ou à diversifier les alliances. L'Arménie, écrit-il en substance, s'est souvent trompée d'époque, de priorité ou de méthode, confondant aspirations morales, dépendance sécuritaire et calculs géopolitiques. La réflexion se prolonge jusqu'aux développements les plus récents, notamment les accords de Washington du 8 août 2025, négociés sous l'égide du président Trump, que Guerguerian juge potentiellement déstabilisants. Il y voit le risque d'une nouvelle forme de vassalisation, où l'Arménie, faute d'avoir reconstruit une vision stratégique cohérente, se retrouve entraînée dans une reconfiguration régionale qui la dépasse et l'expose davantage. Ce qui fait la

force de cet essai est précisément cette capacité à articuler histoire longue, lecture juridique des traités et analyse des dynamiques contemporaines. Reprendre le traité de Moscou de 1921 pour comprendre 2020–2025 n'est pas qu'un choix rhétorique : c'est une manière de rappeler que, dans le Caucase, rien n'est jamais véritablement « nouveau », et que les rapports de domination, les trocs territoriaux et les logiques d'exclusion se répètent avec une constance tragique.



L'auteur, Gérard Guerguerian

On pourra certes discuter certaines sévérités de l'auteur ou la part de subjectivité assumée du texte, mais Guerguerian réussit à poser une question essentielle : comment un petit État peut-il survivre dans un environnement où deux puissances régionales structurent leurs intérêts sur son dos depuis un siècle ? L'essai ne propose pas de solution miracle, mais il ouvre un espace salutaire de lucidité. C'est déjà beaucoup, et c'est l'une des raisons pour lesquelles ce livre mérite d'être lu. ■

Arménie, Haut-Karabakh. Essai sur une déroute politique, militaire, morale, L'Harmattan, coll. «Diplomatie et stratégie», 244 p. 28 euros.